

*Peine capitale*

découvrirent qu'une équipe de la télévision était déjà sur les lieux. Mais c'était parce que des vandales avaient brisé les vitres de l'école durant la nuit. Voilà donc un événement national réunissant des élèves venus de toutes les régions du Canada pour débattre des questions importantes à un colloque et auquel on ne peut donner de publicité, mais que des vandales viennent briser les vitres de l'école et la presse d'estimer aussitôt devoir en faire le reportage. Ce qui prouve que ce sont les aspects négatifs qui retiennent l'attention de la presse. A mon avis, ce genre de reportage encourage une mesure de violence et certaines formes de comportement inacceptable. Ce n'est pas seulement aux hommes politiques qu'il incombe de chercher à réaliser l'ordre et la paix dans notre société.

J'aimerais vous donner un autre exemple. Récemment, sur la colline du Parlement, le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) s'est fait arroser de lait au cours d'une manifestation. Plus tard ce soir-là, j'ai entendu rapporter à la radio qu'on avait lancé du lait sur le ministre lorsqu'il s'était adressé en anglais à des cultivateurs francophones. L'insinuation était claire: il ne s'agissait pas tout simplement d'une situation qui irritait les cultivateurs mais la question du bilinguisme entraînait aussi en jeu. Ce genre de reportage est non seulement inexact, il est méchant, malveillant. Quand un reportage s'arrête au négatif, à seulement certains secteurs de la société, il encourage une part de la violence à laquelle s'adonne certains éléments. Pourtant, il doit absolument y avoir un certain équilibre entre les réalisations positives d'une part et les comportements négatifs d'autre part. Nous ne devrions pas être exposés incessamment aux mots comme terroristes, piraterie de l'air, évasion, fraude, incarcération, viol, pots-de-vin, rançon, arrestation, grève, raid de commandos, manifestations, exécution, mercenaires, sécurité, prétendu complot, révolte, gardien armé, libéraux et défaite. Tous ces mots-là, je les ai entendus dans une même émission d'informations. Lorsqu'on écoute des émissions comme celle-là et qu'on s'attarde sur les mots, on se demande où sont les bonnes nouvelles.

J'aimerais proposer deux façons qui permettraient de mettre au point un système où l'on pourrait insister davantage sur les réalisations positives de l'être humain et reconnaître davantage le mérite de ceux qui accomplissent des choses positives en leur accordant plus d'attention sur les ondes et dans les journaux. Les guildes de presse devraient créer un organisme de réglementation analogue à celui mis sur pied par le Collège des médecins et chirurgiens. Il y a eu un certain nombre de cas au Canada où le Collège des médecins et chirurgiens a sévèrement réprimandé des médecins membres du Collège. Je sais qu'il existe une guildes de la presse mais elle ne s'occupe pas de voir à ce que les journaux relatent dans une proportion convenable les réalisations positives au sein de notre société et les aspects négatifs tels que le crime et la violence. Il devrait y avoir, selon moi, un organisme de réglementation qui aurait un peu de nerf. Ce n'est évidemment pas le rôle du gouvernement ni d'un organisme extérieur; il est grand temps que les journaux créent un organisme de réglementation comme celui-là.

Je suggérerais également que les responsables de la radio et la télévision changent leur habitude de venir se présenter devant le CRTC à Toronto. Ces auditions devraient avoir lieu périodiquement dans les régions desservies par les postes de radio et de télévision. A maintes reprises, mes électeurs ont recommandé que les informations concernant la criminalité soient supprimées des ondes, mais quand on leur parle, on se rend compte qu'ils suivent des émissions

comme Kojak, comme nous le révèlent les sondages. Une discussion plus rationnelle cependant pourrait révéler que ce sont ceux-là mêmes qui regardent ces émissions qui sont conscients des risques. Si des associations faisaient des instances plus sérieuses aux audiences du CRTC au lieu de fonder uniquement leur opinion sur les cotes d'écoute, la société exercerait probablement une plus grande influence sur le choix des émissions de télévision et de radio et je trouve que cela est important.

● (1120)

Pour terminer, monsieur l'Orateur, je dirais tout simplement que si nous voulons l'ordre et la sécurité dans la société, il n'appartient pas seulement au législateur—ni seulement aux journalistes—de les assurer; cette tâche incombe à tous les Canadiens. Nous ferions un très grand pas en avant si nous pouvions créer un certain nombre d'associations qui s'occuperaient de faire connaître à la radio et à la télévision certaines réalisations positives des Canadiens. Ainsi, nos jeunes gens trouveraient quelque chose de constructif dans les émissions au lieu de croire que la nature humaine est davantage portée à faire des choses négatives et qu'il y a davantage à gagner en vivant en marge de la société qu'en respectant ses lois. Je pense que tous les secteurs de notre société commenceraient alors à s'unir pour donner aux jeunes gens un sens des réalisations et pour faire échec au négativisme.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Simma Holt (Vancouver Kingsway):** Monsieur l'Orateur, j'ai décidé d'intervenir encore une fois à l'étape de la troisième lecture pour m'opposer au bill C-84 parce que certaines affirmations ont été faites ici qui demandent réponse.

Les déclarations du premier ministre (M. Trudeau)—qui furent fort émouvantes—méritent également une réplique. Elles plaident plus en faveur du maintien que de l'abolition, à mon humble avis. Le premier ministre a dit que c'était un jeu de devinettes. C'est exact. Chaque fois que l'État cherche des solutions au comportement humain, avec ses centaines, ses milliers peut-être ou même ses 22 millions de variantes, on a affaire à un jeu de devinettes complexe sans réponses possibles. Il n'existe nulle part d'absolus.

Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de solution parfaite. Aucune formule ne peut résoudre les problèmes sociaux d'une société aux mutations rapides qui est assaillie de toutes parts par des informations déprimantes, troublantes et biaisées. Non seulement la société change rapidement mais les gens également et dès qu'on a trouvé une solution pour un individu, mis à part l'ensemble de la société, un autre changement survient.

J'aurais préféré, au lieu de discuter de la déclaration du premier ministre, discuter de celle prononcée par le chef de l'opposition (M. Clark) en faveur de l'abolition. Contrairement à notre chef, il est conséquent, en ce sens qu'il ne dit rien—rien qui ne mérite d'être débattu. En fait, je le soupçonne de ménager la chèvre et le chou.

Je vais essayer, pour la dernière fois, de mettre fin au danger qui menace la vie de personnes innocentes et l'essence de notre société, monsieur l'Orateur. J'espère que les données supplémentaires que j'apporterai dans ce débat inciteront certains députés, qui ont voté en faveur du bill à l'étape de la deuxième lecture et qui ont rejeté la motion n° 13 à l'étape du rapport, à revoir leur position. Ce vote sera leur dernière chance de représenter les désirs de leurs électeurs et, en même temps, de mettre hors d'état de nuire des meurtriers impitoyables qui déclarent qu'ils n'ont rien